

GAUSSIN SA

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 9.415.228 euros
siège social : 11, Rue du 47^{ème} Régiment d'Artillerie
70400 HÉRICOURT
676.250.038 RCS VESOUL

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 JUIN 2013

COMPTES CONSOLIDÉS

I.	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE GAUSSIN	2
II.	PARTICIPATIONS NON CONSOLIDEES	5
III.	ACTIVITÉ DU GROUPE DURANT LE SEMESTRE ÉCOULÉ.....	6
IV.	PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS.....	7
V.	FLUX DE TRESORERIE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2012	19
VI.	SITUATION DU GROUPE ET EVOLUTION PREVISIBLE.....	21
VII.	PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES	22
VIII.	ACTIVITES DU GROUPE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	27
IX.	EVENEMENTS POSTERIEURS A L'ARRÊTE DES COMPTES SEMESTRIELS	27
X.	INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX	27
XI.	CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE DU GROUPE	28

I. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE GAUSSIN

Bien que le groupe GAUSSIN n'atteigne pas les seuils prévus à l'article R.233-16 du Code de commerce, à savoir :

- total du bilan : 15 millions d'euros,
- montant net du chiffre d'affaires : 30 millions d'euros,
- effectif moyen : 250 salariés,

il établit des comptes consolidés pour répondre aux obligations liées à sa cotation sur Alternext. Le périmètre et les méthodes de consolidation, retenus en fonction des critères d'usage, suivant que les filiales sont soit sous contrôle exclusif, soit sous contrôle conjoint, soit sous influence notable, sont les suivants :

société mère consolidante		critères de consolidation				
		contrôle exclusif		intégration globale		
		contrôle conjoint		intégration proportionnelle		
		influence notable		mise en équivalence		
GAUSSIN SA						
GAUSSIN SA détient	99,99%	EVENT			intégration globale	
		EVENT détient	26,98%	LEADERLEASE	(1)	intégration globale
		EVENT détient	49,00%	BATTERIE MOBILE		intégration proportionnelle
GAUSSIN SA détient	29,06%	LEADERLEASE		(1)	intégration globale	
		LEADERLEASE détient	99,99%	SCI HALL 7		intégration globale
		LEADERLEASE détient	99,99%	SCI HALL 8		intégration globale
		LEADERLEASE détient	99,99%	SCI HALL 9		intégration globale
		LEADERLEASE détient	99,99%	SCI LA CLAICHIERE	(2)	intégration globale
		LEADERLEASE détient	99,99%	SCI DES GRANDS VERGERS		intégration globale
		LEADERLEASE détient	99,99%	SCI HALL 5	(2)	intégration globale
		LEADERLEASE détient	99,99%	SCI HALL 6	(2)	intégration globale
GAUSSIN SA détient	100,00%	DOCK IT PORT EQUIPMENT			intégration globale	
		DOCK IT P.E. détient	22,71%	LEADERLEASE	(1)	intégration globale
GAUSSIN SA détient	44,16%	METALLIANCE			mise en équivalence	
		METALLIANCE détient	99,99%	TRIANGLE SERVICES INDUSTRIES		mise en équivalence
		METALLIANCE détient	51,00%	SOFIMMOB		mise en équivalence
GAUSSIN SA détient	49,00%	GAUSSIN MIDDLE EAST		(3)		

(1) Le capital de la société LEADERLEASE est, au sein du groupe, détenu par les sociétés GAUSSIN SA, EVENT et DOCK IT PORT EQUIPMENT

(2) Les locaux industriels dont les SCI HALL 5 et HALL 6 étaient propriétaires ont été vendus à une société extérieure au groupe GAUSSIN le 12 septembre 2012. Ces 2 SCI, désormais sans objet social, seront dissoutes par anticipation dans les prochains mois.

(3) GAUSSIN MIDDLE EAST, société incluse dans le périmètre de consolidation et consolidée suivant la méthode de la mise en équivalence aux 31 décembre 2009 et 30 juin 2010. Cette société a été sortie dudit périmètre au 31 décembre 2010, l'actionnaire principal, la société DUBAÏ INVESTMENTS n'ayant pas produit une information financière suffisamment fiable.

L'activité de chacune des sociétés mentionnée au périmètre de consolidation est rappelée succinctement ci-après :

II. PARTICIPATIONS CONSOLIDEES

● GAUSSIN SA – *intégration globale*

Société consolidante, entreprise industrielle dont l'activité historique est constituée par la fabrication et la vente de véhicules de manutention de biens lourds et volumineux (automoteurs, remorques industrielles) fabriqués à demande en fonction de cahiers des charges spécifiques à chaque client. Cette activité à la demande est désignée « MTO - Made To Order » dans le présent rapport.

Une nouvelle activité de moyenne série portant sur la fabrication de véhicules de manutention portuaire de containers maritimes désigné sous l'appellation « ATT Automotive Terminal Trailer », après plusieurs années consacrées à la recherche, à la qualification industrielle et à l'industrialisation, est arrivée à son aboutissement, par la conclusion d'une première commande de 48 véhicules au cours du deuxième semestre 2012 avec l'opérateur portuaire APM TANGER, suivie de deux autres commandes portant sur 50 ATT-V4 en mars 2013 avec l'opérateur PT PELABUHAN INDONESIA d'une part, et 40 ATT-FULL-ELEC avec la société turque AKAN-SEL d'autre part.

● EVENT – *intégration globale*

Société exclusivement orientée vers la recherche développement, qui fournit à GAUSSIN SA une force d'innovation permanente pour le développement de nouveaux véhicules, la protection du savoir-faire et le dépôt de nombreux brevets. Cette filiale à 99,99% de GAUSSIN SA a été prépondérante dans phase de création et de développement du programme « ATT ».

EVENT détient depuis le premier semestre 2012 une participation de 49% dans la société BATTERIE MOBILE, dont l'activité porte sur la recherche et le développement de motorisations électriques ou hybrides, en partenariat avec le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), pouvant soit compléter, soit substituer l'offre des motorisations thermiques proposée par GAUSSIN sur les véhicules ATT.

● LEADERLEASE – *intégration globale*

Société ayant pour objet :

La détention indirecte d'un parc foncier par ses filiales **SCI Hall 7**, **SCI Hall 8** et **SCI Hall 9bis** et la détention de participation dans des filiales ne possédant plus d'actifs fonciers, à savoir les **SCI La Claichière**, **SCI Grands Vergers**, **SCI Hall 5**, **SCI Hall 6**.

Les détentions foncières concernent les bâtiments industriels occupés par GAUSSIN SA et EVENT à Héricourt (70400).

Le portage locatif, auprès des clients du Groupe, des véhicules construits par GAUSSIN. Cette dernière activité, au jour du présent rapport, demeure au stade de la réflexion quant au modèle de financement à adopter.

● DOCK IT PORT EQUIPMENT – *intégration globale*

Société dénommée **GAUSSIN ASIA** lors de sa constitution, filiale à 100% de GAUSSIN SA, de droit singapourien, créée en mai 2010 comme tête de pont du développement commercial du programme « ATT » en Asie.

Au jour du présent rapport, cette filiale n'a pas eu d'activité commerciale de nature à générer un chiffre d'affaires.

- **METALLIANCE** – *mise en équivalence*

Société industrielle établie à Saint-Vallier en Saône et Loire, avec laquelle GAUSSIN a établi une collaboration industrielle dans le domaine de la fabrication d'éléments entrant dans les automoteurs construits par GAUSSIN SA.

Les échanges industriels et commerciaux entre le groupe GAUSSIN et METALLIANCE se font aux conditions d'usage du marché et l'information financière porte exclusivement sur le montant des échanges facturés entre entreprises liées.

- **BATTERIE MOBILE** – *intégration proportionnelle*

Société exclusivement orientée vers la recherche développement, dont le capital est détenu par deux associés, EVENT, filiale de GAUSSIN SA et MILESTONE FACTORY (société de droit suisse). Les participations respectives au capital fixé à 1.000.000 euros et libéré pour moitié sont de 49% pour EVENT et 51% pour MILESTONE FACTORY.

L'objet social de BATTERIE MOBILE porte sur la recherche-développement et la réalisation de moteurs électriques ou hybrides pour véhicules lourds, reposant sur les techniques des batteries ou de la pile à combustible, pouvant ainsi soit compléter, soit substituer l'offre des motorisations thermiques proposée par GAUSSIN sur les véhicules ATT.

Dans le cadre de son activité de R&D, BATTERIE MOBILE a conclu un partenariat avec le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA).

III. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDEES

● GAUSSIN MIDDLE EAST

Participation minoritaire de GAUSSIN SA, incluse dans le périmètre de consolidation et consolidée suivant la méthode de la mise en équivalence aux 31 décembre 2009 et 30 juin 2010. Cette société a été sortie dudit périmètre au 31 décembre 2010, l'actionnaire principal, la société DUBAÏ INVESTMENTS (D.I.I.) n'ayant pas produit une information financière suffisamment fiable.

Une information spécifique relative au litige pendant entre GAUSSIN SA et DUBAÏ INVESTMENTS est développée au § VII « Risques sur les litiges ».

Au cours du premier semestre 2013, GAUSSIN SA a conclu un accord transactionnel avec son partenaire D.I.I. conduisant au désengagement de GAUSSIN SA dans GAUSSIN MIDDLE EAST et de D.I.I. dans GAUSSIN SA.

IV. ACTIVITÉ DU GROUPE DURANT LE SEMESTRE ÉCOULÉ

Activité industrielle

L'activité industrielle du groupe GAUSSIN durant le premier semestre 2013 a été consacrée :

- A la poursuite régulière de l'activité historique MTO,
- Aux fabrications des véhicules ATT commandés par le client APM TANGER sur le site industriel d'Héricourt.

A ce titre, le groupe GAUSSIN a procédé à la réorganisation de la production industrielle de l'ATT en créant, dans son usine d'Héricourt, une ligne d'approvisionnements en flux tendus, et deux lignes de montage, la première dédiée à la fabrication de la chaîne de traction (Power-Pack), la seconde dédiée à l'assemblage du châssis-cabine. Ces lignes d'approvisionnement et de montage ont été totalement opérationnelles au mois de mars 2013.

Hormis la mise en œuvre des outils de production, le groupe GAUSSIN a retravaillé ses sources d'achats et sous-traitance dans un objectif d'optimisation de la qualité, des délais et des prix.

Activité commerciale

Le groupe GAUSSIN a enregistré au cours du premier semestre 2013 deux commandes conséquentes relatives au programme ATT, la première avec l'opérateur PT PELABUHAN INDONESIA portant sur 50 ATT-V4 (châssis-cabine et Power-Pack), la seconde avec la société turque AKAN-SEL portant sur 40 ATT-FULL-ELEC.

Afin d'élargir son offre commerciale et constituer une véritable gamme sur la base de son véhicule ATT, le groupe GAUSSIN a présenté, lors du salon TOC de Rotterdam, en juin 2013, les premières réalisations issues du partenariat de sa filiale BATTERIE MOBILE avec le CEA, et notamment les systèmes de navigation sans pilote, et les motorisations FULL ELEC et HYDROGEN de la chaîne de traction Power-Pack.

V. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Méthode de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions du règlement 99-02, l'information comparative est donnée au titre du bilan et du compte de résultat consolidé aux 30 juin 2012 et 30 juin 2013 et également au 31 décembre 2012 pour le bilan uniquement.

Compte de résultat consolidé

→ **résultat d'ensemble consolidé et résultat net part du groupe**

Au 30 juin 2013, le résultat d'ensemble consolidé est déficitaire pour un montant de 1.547 K€. Le résultat net part du groupe est déficitaire pour un montant de 1.650 K€.

Au 30 juin 2012, ces mêmes résultats étaient respectivement déficitaires de 6.757 K€ et 6.777 K€.

La variation du résultat d'ensemble consolidé sur les six premiers mois des exercices 2012 et 2013 représente une amélioration de 5.210 K€.

La variation du résultat net part du groupe sur les six premiers mois des exercices 2012 et 2013 représente une amélioration de 5.127 K€.

→ **produits d'exploitation**

Au cours du premier semestre 2013, les produits d'exploitation consolidés, constitués du chiffre d'affaires et des autres produits d'exploitation, se sont élevés à 8.090 K€ contre 2.061 K€ au titre des six premiers mois de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 6.275 K€ au 30 juin 2013 contre 1.121 K€ pour les six premiers mois de 2012.

Les autres produits d'exploitation, soit 1 815 K€ au 30 juin 2013, sont constitués :

- a. D'une variation de la production stockée pour - 1.374 K€.
- b. D'une production immobilisée pour 354 K€ (fabrication de prototypes à usage interne au groupe).
- c. De reprises de provisions et transferts de charges pour 2.728 K€.
- d. D'autres produits pour 106 K€, dont un crédit-impôt recherche intermédiaire de 48 K€.

Les reprises de provisions et transferts de charges, soit 2 728 K€, contiennent en particulier :

- a. Des reprises de provisions pour pertes sur contrat pour 2 289 K€ ; reprises liées aux livraisons sur la période pour 1 244 K€ et aux impacts positifs d'un avenant signé avec APM Tanger pour 350 K€ en résultat d'exploitation et à la révision des coûts de production pour 695 K€
- b. Divers transferts de charges pour 440 K€ comprenant essentiellement des refacturations pour frais de salons pour 120 K€ et de coûts interne de recherche et développement pour 240 K€.

→ activité produite

Dans les commentaires sur ses résultats, le groupe GAUSSIN utilise la notion d'activité produite afin de donner une information sur le volume de son activité et l'usage des ressources dont il dispose. Comme support technique de son activité de R&D, le groupe a réalisé et poursuit la réalisation de prototypes, portés en « production immobilisée », dont la fabrication capte une partie des ressources du groupe. La somme des chiffres d'affaires réalisés pour des clients extérieurs au groupe et de ceux réalisés pour soi-même donne une image de l'activité industrielle réelle.

L'activité produite est constituée par la somme du chiffre d'affaires réalisé soit 6.275 K€, de la variation de la production stockée, soit -1.374 K€ et de la production immobilisée, soit 354 K€. Ces trois éléments représentent un total de 5.255 K€ au titre du premier semestre 2013 contre 1.652 K€ au titre du premier semestre 2012.

→ charges d'exploitation - coûts de production

Les coûts de production sont représentés par les achats consommés entrant dans la production industrielle. Ce sont les achats de matières premières, pièces primaires, et les variations de stocks.

Au 30 juin 2013, ces coûts s'élèvent à 5.722 K€. Les amortissements relatifs aux investissements de production ainsi que les coûts de commercialisation sont peu significatifs et ne sont pas retenus.

→ marge opérationnelle

La marge opérationnelle est constituée par la différence entre l'activité produite et les coûts liés à la fabrication.

Au 30 juin 2013, la marge opérationnelle s'élève à - 467 K€ (5.255 K€ - 5.537 K€).

A titre de comparaison, au 30 juin 2012, la marge opérationnelle s'élevait à 194 K€ (1.652 K€ - 1.458 K€).

→ autres achats et charges externes

Il est fait état dans l'annexe comptable d'une dérogation aux principes comptables relative aux achats de sous-traitance.

« Depuis 2009, la société GAUSSIN regroupe les achats et la sous-traitance qui se rattachent à la production industrielle sous l'unique rubrique « Achats de matières premières et autres approvisionnements » et non en autres charges externes comme le voudrait une application stricte du plan de compte prévu par le PCG.

L'application de cette disposition est sans effet sur le résultat d'exploitation et sur le résultat net. »

Comme conséquence de cette dérogation, les seuls coûts relatifs à la production comptabilisés en « achats et charges externes » sont les coûts de transports, sur achats et ventes.

Les achats et charges externes se sont accrus sont restés stables, à période comparable,, en passant de 2.273 K€ à 2 289 K€. Sur le premier semestre 2013 le groupe GAUSSIN a déployé des moyens importants pour présenter ses nouveaux équipements au salon T.O.C. de Rotterdam. (voir page 6 activité commerciale)

→ **masse salariale**

La masse salariale s'est élevée à 1.736 K€ au premier semestre 2013 contre 1.412 K€ pour le premier semestre 2012. A période comparable, l'accroissement de 324 K€ correspond à la constitution des équipes de production de l'ATT sur le site d'Héricourt.

→ **dotation aux amortissements**

Les dotations aux amortissements comparées entre le premier semestre 2013 et le premier semestre 2012 ont diminué de 467 K€. Cette réduction conséquente trouve son origine dans la révision des plans d'amortissements des prototypes ATT issus de productions immobilisées de 2009 à 2012 dans les comptes de la filiale EVENT. Ces prototypes ont été totalement amortis au 31 décembre 2012 et leur valeur nette comptable ramenée à zéro.

→ **dotation aux provisions d'exploitation**

Les dotations aux provisions d'exploitation sont de deux natures, soit sur actif circulant, soit pour risques et charges.

Les dotations aux provisions sur actif circulant comparées entre le premier semestre 2013 et le premier semestre 2012 ont diminué de 494 K€. Cette diminution est principalement due à la comptabilisation, au 30 juin 2012, d'une provision pour dépréciation des stocks de 487 K€ pour ramener le stock à sa valeur probable de réalisation. Au 30 juin 2013, il n'a pas été constitué de provision identique.

Les dotations aux provisions pour risques et charges sont comparables entre le 30 juin 2013, constituées pour 121 K€, et le 30 juin 2012, constituées pour 124 K€. Au 30 juin 2013, il s'agit d'une provision pour litige social.

→ **total des charges d'exploitation**

En résumé des explications mentionnées ci-dessus, les charges d'exploitation du premier semestre se sont respectivement élevées à 10.261 K€ en 2013 contre 6.533 K€ pour l'exercice précédent.

→ **résultat financier**

Le résultat financier est déficitaire pour 149 K€. Ce montant comprend notamment un solde négatif des écarts de change pour 37 K€ et des intérêts bancaires et assimilés à hauteur de 106 K€.

→ **résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel est bénéficiaire à hauteur de 699 K€. Il correspond principalement aux reprises de provisions non utilisées. Les reprises non utilisées sont relatives d'une part aux impacts positifs d'un avenant signé avec APM Tangier en septembre 2013 (350 K€ en exploitation et 300 K€ en exceptionnel) et d'autre part à une révision à la baisse des coûts de production et de retrofit d'ATT (322 K€ en exceptionnel).

→ **synthèse compte de résultat**

Après intégration des résultats financiers et exceptionnels, il en découle un résultat net d'ensemble consolidé déficitaire de 1.547 K€ au 30 juin 2013 contre un même résultat déficitaire de 6.757 K€ pour la période comparable de l'exercice précédent.

Au 30 juin 2013, il n'a été constaté aucune variation relative à l'activation de l'impôt sur les sociétés différé hormis une variation de 5 K€ relative aux éliminations des plus-values sur cessions internes. Les

prévisions d'activité actualisées ne remettent pas en cause l'appréciation de recouvrabilité des impôts différés dans un horizon de trois ans par rapport au montant retenu à l'actif du bilan au 31 décembre 2012.

Compte tenu des données qui précèdent, le résultat net part du groupe est déficitaire à hauteur de 1.650K€, contre un déficit net part du groupe de 6.777 K€ au premier semestre 2012.

La quote-part au résultat des intérêts minoritaires représente un résultat bénéficiaire de 103 K€ au premier semestre 2013 contre un résultat bénéficiaire de 21 K€ pour la même période 2012.

Bilan consolidé – comparatif 30 juin 2012 / 31 décembre 2012

Au 30 juin 2013, le total du bilan consolidé s'élève à 21.310 K€, contre 21.308 K€ au 31 décembre 2012.

Le bilan consolidé présenté ci-après sous forme de tableau appelle les commentaires suivants, à savoir :

→ **actif immobilisé**

Les écarts d'acquisition sont amortis sur 20 ans. La diminution de l'écart d'acquisition provient de la dotation aux amortissements semestrielle qui s'élève à 51 K€.

Au cours du premier semestre 2013, des investissements industriels ont été réalisés pour un montant de 170 K€, pour la réalisation des lignes d'approvisionnement et de montage des ATT.

Les immobilisations financières entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 se sont accrues de 123 K€, pour passer de 2.994 K€ à 3.117 K€. Cette variation est presque exclusivement constituée par le report du résultat des sociétés mises en équivalence au 30 juin 2013, soit 103 K€.

→ **actif circulant – stocks et travaux en-cours**

Les stocks et travaux en cours nets au 30 juin 2013 s'élèvent à 2.833 K€ contre 3.806 K€ au 31 décembre 2012.

Les stocks de matières premières et pièces primaires s'élèvent à 1.243 K€, les en-cours de production s'élèvent à 1.153 euros. Les stocks de produits finis, soit 437 K€ sont constitués de 8 ATT châssis-cabine et 2 power-Pack.

→ **actif circulant – avances et acomptes versés aux fournisseurs**

Les avances et acomptes aux fournisseurs s'élèvent à 630 K€ au 30 juin 2013 contre 372 K€ au 31 décembre 2012. Il s'agit des acomptes versés au titre des approvisionnements des fabrications des ATT. L'accroissement des avances entre les deux dates d'arrêté des comptes correspond à la montée en cadence des productions.

→ **actif circulant – créances clients**

Les créances clients s'élèvent à 2.765 K€ au 30 juin 2013 contre 962 K€ au 31 décembre 2012, soit une hausse des créances clients de 1.803 K€.

Les créances clients figurant à l'actif qui comprennent les facturations d'acomptes sont à mettre en regard avec les avances et acomptes reçus sur commandes clients en cours, comptabilisées en dettes au passif, pour un montant, au 30 juin 2013, de 2.916 K€.

→ **actif circulant – impôt différé**

Pour information, l'impôt différé représente l'espérance de gain futur d'impôt sur les sociétés par imputation des déficits fiscaux reportables dans une période de 3 ans.

Le montant des impôts différés comptabilisés à l'actif est resté invariable dans son principe entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013, pour une valeur de 1.497 K€ contre 1.502 K€ au 31 décembre 2012. La faible variation entre les deux arrêtés de comptes est la conséquence technique des éliminations de plus-values sur cessions internes.

Comme il a été rappelé précédemment, les prévisions d'activité actualisées ne remettent pas en cause l'appréciation de recouvrabilité des impôts différés dans un horizon de trois ans par rapport au montant retenu à l'actif du bilan au 31 décembre 2012.

→ **actif circulant – autres créances**

Au 30 juin 2013, les autres créances s'élèvent à 4.275 K€. Cette somme comprend notamment une créance sur l'état d'un montant de 2.096 K€ relative au Crédit d'Impôt Recherche calculé sur les dépenses de R&D de la filiale EVENT, dont 352 K€ au titre de l'exercice 2011, 1.697 K€ au titre de l'exercice 2012 et 48 K€ au titre du premier semestre 2013.

La créance GAUSSIN MIDDLE EAST d'un montant brut de 1.435 K€ qui était provisionnée à 100% depuis le 31 décembre 2011 a été portée en charges exceptionnelles parallèlement à la reprise de provision, aux termes de la sentence arbitrale et de la transaction conclues avec la société DUBAI INVESTMENTS D.I.I.

→ **actif circulant – valeurs mobilières de placement**

Au 30 juin 2013, les titres GAUSSIN détenus par la SCI HALL 8, soit 60.940 actions, représente une valeur brute de 238 K€.

La valeur de vente de ces titres liquides a été estimée au 30 juin 2013 suivant la moyenne des cours de bourse journaliers du mois de référence, soit juin 2012. La dépréciation des titres au 30 juin 2013 s'élève à 136 K€, portant la valeur nette à 102 K€.

→ **actif circulant – disponibilités**

Au 30 juin 2013, les disponibilités s'élèvent à 1.089 K€. Il s'agit de la trésorerie disponible de laquelle doivent être déduits un dépôt de garantie sur mobilisation de créances loi Dailly pour un montant de 19 K€ d'une part, et les concours bancaires courants figurant au passif pour 92 K€ d'autre part.

La situation nette de trésorerie disponible ressort à 978 K€. (1.089 K€ - 19 K€ - 92 K€)

→ **passif – capitaux propres**

Le montant cumulé des capitaux propres et des intérêts minoritaires s'élève à 2.830 K€ au 30 juin 2013 contre 1.880 K€ au 31 décembre 2012, soit une variation de 950 K€.

Au cours du premier semestre 2013, une augmentation de capital a été réalisée pour un montant total de 2.778 K€ qui se décomposent de la manière suivante :

a. Accroissement du nombre de titres :	1.624.587 actions
b. Accroissement de la valeur nominale :	1.624.587 euros
c. Accroissement de la prime d'émission :	1.299.670 euros
d. Imputation des frais d'AK sur la prime d'émission :	- 146.017 euros

Le résultat consolidé part du groupe au 31 décembre 2012, soit un déficit de 16.337 K€, a été porté comme suit :

- Réserves du groupe pour 1.535 K€, portant ces dernières de -5.241 K€ à -6.776 K€,
- Report à nouveau pour 14.802 K€, portant ce dernier de -8.564 K€ à -23.366 K€.

Les titres en autocontrôle au 30 juin 2013, qui viennent en déduction des capitaux propres pour un montant de 728 K€ comprennent, outre la valeur des titres détenus dans le cadre du contrat de liquidité, soit 28 K€, un montant de 700 K€.

Cette somme de 700 K€ correspond aux versements effectués, au 30 juin 2013, par GAUSSIN SA à la société D.I.I. consécutivement à la sentence arbitrale et à la transaction conclues au cours du premier semestre 2013 entre les deux partenaires de GAUSSIN MIDDLE EAST. Cette somme correspond à une étape de l'échéancier qui doit conduire GAUSSIN SA à recouvrer la propriété de ses propres actions (260.000 titres pour une valeur de 2.600.000 euros) auprès de D.I.I au terme dudit échéancier en juin 2014.

→ **passif – provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 30 juin 2013 à 2.113 K€, dont 574 K€ au titre des provisions pour risques et 1.529 K€ au titre des provisions pour charges.

Les provisions pour risques sont principalement constituées en couverture d'un litige social pour 121 K€, de garanties clients pour 27 K€ et de pertes à terminaison pour un montant de 436 K€.

Les provisions pour charges représentent les provisions pour impôts constituées pour couvrir principalement le risque de redressement portant sur le crédit impôt recherche déclaré par la filiale EVENT au titre des exercices 2009, 2010, 2011 et 2012 pour un montant de 1.471 K€, ainsi que les provisions pour retraite pour un montant de 58 K€.

→ **passif – emprunts et dettes et assimilés**

Au 30 juin 2013, les emprunts et dettes financières, soit 5.241 K€, sont constitués par :

- a. Les concours courants de trésorerie pour 92 K€.
- b. Les soldes des emprunts souscrits par les SCI HALL 7, SCI HALL 8 et SCI HALL 9bis pour le financement de leurs acquisitions foncières pour un montant de 1.951 K€.
- c. La valorisation, pour l'établissement des comptes consolidés, des crédits-baux pour 186 K€.
- d. Les dettes financières diverses pour 3.012 K€ comprenant :
 - le solde de l'avance remboursable Oséo (aide à l'innovation) pour un montant de 240 K€,
 - la quote-part de l'emprunt à court terme de 5.400 K€ majoré des intérêts dus, souscrit par GAUSSIN SA auprès BATTERIE MOBILE en mars 2013. La quote-part retenue correspond aux 51% du capital de BATTERIE MOBILE détenus par la société MILESTONE FACTORY n'appartenant pas au périmètre de consolidation du groupe GAUSSIN. La quote-part de l'emprunt s'élève à 2.772 K€.

→ **passif – avances et acomptes reçus des clients**

Les « avances et acomptes reçus sur commandes en cours » pour 2.916 K€ représentent les facturations intermédiaires sur commandes en cours établies aux clients et dont le chiffre d'affaires n'a pas encore été constaté suivant le principe de la facturation à l'achèvement.

→ **passif – dettes fournisseurs et comptes rattachés**

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 6.029 K€ au 30 juin 2013 contre 5.062 K€ au 31 décembre 2012. Cette variation à court terme suit le cycle desancements d'approvisionnements, significatifs au 30 juin 2013.

→ **passif – dettes fiscales et sociales**

Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 1.020 K€ au 30 juin 2013 contre 1.023 K€ au 31 décembre 2012. Toutes les échéances des dettes privilégiées, fiscales ou sociales, sont régulièrement payées.

→ **passif – autres dettes**

Les autres dettes s'élevant à 333K€ correspondent aux charges à payer (achats hors production et charges externes) à la date de l'arrêté semestriel.

→ **passif –dettes sur immobilisations**

Les dettes sur immobilisations s'élevant à 652 K€, correspondant à la facturation CEA.

→ **passif – produits constatés d'avance**

Au 30 juin 2013, les produits constatés d'avance s'élevant à 570 K€, dont 391 K€ correspondant à la quote-part consolidée (49%) du Crédit Impôt Recherche éligible au titre du premier semestre 2013 de la filiale BATTERIE MOBILE.

Bilan consolidé - Actif (000'EUR)

Rubriques	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
ECARTS D'ACQUISITION - I	1 456	1 507	1 729
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais de recherche et développement	12	42	113
Concessions, brevets, droits similaires	34	17	46
Fonds commercial	1	1	1
Immobilisations incorporelles en cours	652	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	170	170	234
Constructions	1 649	1 724	2 566
Installations techniques, matériels, outillages	113	82	2 605
Autres immobilisations corporelles	378	354	284
Immobilisations corporelles en cours	354	87	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations par mise en équivalence	3 031	2 904	2 874
Autres titres immobilisés	3	3	3
Prêts	31	37	44
Autres immobilisations financières	52	50	42
TOTAL ACTIF IMMOBILISE - II	6 480	5 471	9 302
STOCKS ET EN-COURS			
Matières premières, approvisionnements	1 243	792	1 127
En cours de production de biens	1.153	510	765
Produits intermédiaires finis	437	2 504	2 580
Marchandises			
Avances et acomptes versés/commandes	630	372	1
CREANCES			
Créances clients et comptes rattachés	2 765	963	372
Actifs d'impôt différé	1 497	1 502	2 574
Autres créances	4 275	5 945	3 194
Capital souscrit et appelé non versé	0	0	0
DIVERS			
Valeurs mobilières de placement	103	143	419
Disponibilités	1 089	1 466	433
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance	181	133	171
TOTAL ACTIF CIRCULANT - III	13 374	14 330	9 288
Ecart actif IV	0	0	0

TOTAL GENERAL (I à IV)	21 310	21 308	20 318
-------------------------------	---------------	---------------	---------------

Bilan consolidé - Passif (000*EUR)

Rubriques	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel	9 415	7 791	6 679
Primes d'émission, de fusion, d'apport	24 495	23 341	22 385
Réserve légale	93	93	93
Autres réserves	41	41	41
Réserve du groupe	-6 776	-5 241	-3 962
Ecarts de conversion groupe	47	18	8
Report à nouveau	-23 366	-8 564	-2 757
RESULTAT GROUPE	-1 650	-16 337	-6 777
Titres d'autocontrôle	-729	-27	-33
TOTAL I	1 570	1 115	8 590
INTERETS MINORITAIRES			
Intérêts hors groupe	765	957	1 137
Résultat hors groupe	104	-192	-55
TOTAL II	868	765	977
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	583	3 690	2 382
Provisions pour charges	1 530	1 514	38
TOTAL III	2 113	5 204	2 420
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 951	2 055	2 412
Concours bancaires courants	92	22	305
Emprunts en crédit-bail	186	221	256
Emprunts et dettes financières divers	3 012	328	590
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 916	4 924	1 189
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 029	5 062	1 920
Dettes fiscales et sociales	1 020	1 023	683
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	652	0	245
Autres dettes	333	168	305
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance	570	421	13
TOTAL IV	16 759	14 224	8 332
TOTAL GENERAL (I à IV)	21 310	21 308	20 318

Compte de résultat consolidé (000*EUR)

Rubriques	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS			
Ventes de marchandises France	249	180	122
Ventes de marchandises Export	2	53	0
Production vendue de biens France	432	2 815	1 063
Production vendue de biens Export	5 363	1 001	0
Production vendue de services France	22	92	44
Production vendue de services Export	207	174	3
TOTAL I	6 275	4 315	1 121
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Production stockée	-1 491	314	-133
Production immobilisée	354	172	149
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	2 605	148	26
Autres produits	347	3 948	241
TOTAL II	1 815	4 582	940
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	49	49	28
Variation de stock de marchandises	0	0	0
Achats de matières premières et autres approvision.	5 940	2 685	1 472
Variation de stock matières premières et approvision.	-451	293	-42
Autres achats et charges externes	2 473	7 313	2 273
Impôts, taxes et versements assimilés	79	128	52
Salaires et traitements	1 248	2 069	731
Charges sociales	488	1 014	314
Dotations aux amortissements immobilisations	238	3 429	703
Dotations aux provisions sur actif circulant	10	113	504
Dotations aux provisions pour risques et charges	121	2 786	124
Autres charges	66	121	6
TOTAL III	10 261	20 000	4 070
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	-2 171	-11 103	-4 472

Compte de résultat consolidé (000'EUR) (suite)

Rubriques	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participations	3	1	0
Produits autres valeurs mob. & créances actif immobilisé	0	1	1
Autres intérêts et produits assimilés	1	5	3
Reprises sur provisions, transferts charges	2	335	335
Différences positives de change	83	130	42
Produits nets sur cessions de VMP	1	19	19
Ecart de conversion	0	0	0
TOTAL IV	90	492	33
CHARGES FINANCIERES			
Dotations financières aux amortissements et provisions	14	121	317
Intérêts et charges assimilées	105	194	80
Différences négatives de change	120	149	11
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement	0	228	0
Ecart de conversion	0	0	0
TOTAL V	239	692	408
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-149	-200	-7

RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-2 320		-4 479
-------------------------------------	---------------	--	---------------

PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	17	1 335	0
Reprises provisions, transferts charges	3 528	0	0
TOTAL VI	3 545	1 335	157
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 188	2 451	80
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	14	1 045	0
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions	644	3 015	2 230
TOTAL VII	2 846	6 511	45
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	699	-5 176	112
Impôts dus sur les bénéfices			0
Impôts différés sur les bénéfices	5	61	0
TOTAL VIII	5	61	0
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	11 725	10 724	2 462
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	13 351	27 264	9 251
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	-1 626	-16 540	-6 789
Résultat des sociétés mises en équivalence	127	114	85
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions	-48	-104	-53
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	-1 547	-16 528	-6 757
RESULTAT PART DU GROUPE	-1 650	-16 337	-6 777
RESULTAT HORS GROUPE	103	-191	21

VI. FLUX DE TRESORERIE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2013

	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net des sociétés intégrées	-1 626	-16 540	-6 788
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
Amortissements et provisions	-2 853	8 514	3 000
Variation des impôts différés	5	61	
Plus ou moins-values de cession		-290	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-4 474	-8 255	-3 788
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (montant net de provisions)	457	4 570	1 840
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-4 017	-3 685	-1 948
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-680	-9	-10
Acquisition d'immobilisations corporelles	-445	-261	-52
Variation des immobilisations financières	4	27	28
Titres Batterie Mobile			-245
Cession d'immobilisations		1 335	
Variation de périmètre			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 121	1 092	-280
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux minoritaires			
Augmentation de capital société mère	2 778	3 697	1 629
Variation des titres d'autocontrôle	-702		-13
Passage en capitaux propres du boni / cession de titres propres		-7	-8
Remboursements d'emprunts bancaires	-140	-7	-182
Prêt Batterie Mobile	2 754	-598	225
Variation des autres emprunts et dettes financières	-70	-88	-47
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 620	2 997	1 604
Variation de trésorerie			
Trésorerie d'ouverture	1 587	1 192	1 192
Variation de change	31	-21	-21
Trésorerie de clôture	1 100	1 587	547

→ Flux de trésorerie générés par l'activité

Les flux de trésorerie générés par l'activité, comparés entre le 30 juin 2013 et le 31 décembre 2012 sont consommateurs de trésorerie pour 518 K€.

La marge brute d'autofinancement consolidée est négative pour 4.474 K€.

La variation du BFR liée à l'activité est génératrice de trésorerie pour 457 K€ est issue des variations suivantes :

- a. L'accroissement des ressources de trésorerie fourni par la dette fournisseurs pour 967 K€ et les autres dettes (incl. PCA) pour 965 K€, soit un accroissement total de 1.932 K€. Cet accroissement est compensé par la diminution des ressources liées aux acomptes clients de 2.008 K€.
Les ressources sociales et fiscales sont stables de 1.023 K€ à 1.020 K€.
Le solde négatif de la variation des ressources à court terme s'élève à 79 K€.
- b. L'accroissement des emplois de trésorerie par la majoration de l'encours clients pour 1.802 K€ et l'accroissement des avances et acomptes aux fournisseurs de 258 K€, soit 2.060 K€, est réduit par la diminution des autres créances (incl. CCA) pour 1.620 K€ et la diminution des stocks et en-cours de production pour 972 K€, soit 2.642 K€.
La diminution principale des emplois de trésorerie à court terme s'élève à 536 K€.

La somme des variations de ressources et emplois s'élève à -79 K€ + 536 K€, soit 457 K€.

→ **Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement**

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement, comparés entre le 30 juin 2013 et le 31 décembre 2012 sont consommateurs de trésorerie pour 1.121 K€.

Les investissements essentiels ont porté sur l'activation de frais de R&D et de prototypes issus du programme de motorisations électriques ou hybrides développé par BATTERIE MOBILE en partenariat avec le CEA.

→ **Flux de trésorerie liés aux opérations de financement**

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement, comparés entre le 30 juin 2013 et le 31 décembre 2012 sont apporteurs de trésorerie pour 4.620 K€.

La première ressource de ce flux est constituée par une augmentation de capital réalisée au premier semestre 2013. (§ IV « passif – capitaux propres ») pour un montant total, valeur nominale et prime d'émission incluse, de 2.778 K€.

La seconde ressource est issue du prêt de BATTERIE MOBILE à GAUSSIN SA conclu en mars 2013, pour un montant de 5.400 K€, retenu dans les comptes consolidés pour la quote-part de 51% relative à la société MILESTONE FACTORY, soit 2.754 K€.

La diminution de la ressource de financement est constituée par les remboursements des emprunts et aide remboursable Oséo pour un montant de 140 K€.

VII. SITUATION DU GROUPE ET EVOLUTION PREVISIBLE

Le groupe dispose au 30 juin 2013 d'un carnet de commandes de 27.714 K€. Ce carnet de commandes s'est enrichi de commandes significatives au cours depuis le mois de juillet 2013, dont 4.900 K€ pour le client PELINDO en complément de sa commande initiale de 8.100 K€ au titre du programme ATT, 1 300 K€ au titre de l'activité historique MTO, principalement pour les clients CONIMAST GROUPE et EXO INTERNATIONAL et 1 100 K€ de commande de 72 TT pour le client Dubai Port World.

Avancées commerciales

L'avancée des démarches commerciales en cours peut être retracée dans le document qui suit, à savoir :

→ **Accords de mise à disposition sous forme de MOU (Memorandum Of Understanding)**

Au 30 juin 2013, 5 MOU avec des opérateurs portuaires font l'objet de discussions pour 2 ATT mis à disposition chez un de nos clients. L'ensemble des cinq MOU représente des intentions de commandes pour 451 ATT supplémentaires (dont 109 FULL ELEC).

Zone	Nb de clients potentiels	MOU Nb d'ATT potentiels	MOU Nb de PP potentiels
Afrique	1	49	49
Asie	2	117	117
Europe	-	-	-
Moyen Orient	2	285	285
Amérique du Sud	-	-	-
Total	5	451	451

VIII. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Risques et incertitudes auxquels sont confrontées les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation

Au sein du groupe consolidé suivant les méthodes de l'intégration globale ou de l'intégration proportionnelle, seule la société GAUSSIN SA développe à ce jour une activité industrielle et commerciale externe au groupe. Du fait de la dépendance des sociétés incluses dans ce périmètre de consolidation, la description des risques et incertitudes portera principalement sur GAUSSIN SA. Toutefois, il est fait préalablement un rappel succinct des risques et incertitudes attachés aux sociétés

A la date d'établissement du présent rapport, il n'est pas identifié de risques ou incertitudes concernant la société METALLIANCE et ses filiales, intégrées suivant la méthode de la mise en équivalence. La gestion de cette société est indépendante du groupe GAUSSIN et il n'existe aucun engagement qui pourrait entraîner le groupe GAUSSIN dans des obligations ou risques d'ordre financier ou d'ordre technique.

De même, il n'est pas identifié de risques et incertitudes relatifs aux valorisations des actifs immobiliers détenus par les SCI HALL 7, HALL 8 et HALL 9bis, filiales de LEADERLEASE. La vente récente des locaux industriels détenus par les SCI Hall 5 et SCI Hall 6 (septembre 2012) conforte cette information.

Risques de liquidité et critères de continuité d'exploitation

Le risque de liquidité et les critères de continuité d'exploitation exposés ci-après sont à appréhender en liaison avec le paragraphe portant sur les risques fiscaux.

→ Validation des hypothèses stratégiques – programme ATT

Le groupe GAUSSIN a entamé depuis 2007 une mutation progressive de son modèle économique dans l'objectif de proposer aux marchés auxquels elle s'adresse une offre différenciée, basée sur des technologies en rupture, par le développement de nouveaux produits et services destinés principalement aux entreprises du secteur de la manutention portuaire.

Ainsi a-t-il été décidé de mener à bien cette transformation du modèle économique du Groupe autour de nouveaux produits de série constitués par la gamme portuaire « ATT » tout en maintenant l'activité historique « MTO » génératrice d'un chiffre d'affaires récurrent.

Cinq cycles nécessaires au développement de cette nouvelle gamme « ATT » se sont déroulés sur plusieurs exercices comme suit :

- | | |
|---|-------------------------------------|
| → Définition et premières ébauches du projet : | 2007 |
| → Aboutissement du premier prototype : | 2008/2009 |
| → Validation d'un véhicule industrialisable : | 2010 |
| → Qualification du véhicule industrialisé : | 2011 |
| → Constitution d'une flotte de véhicules de démonstration : | 2011/1 ^{er} trimestre 2012 |

Au terme de la réalisation du cycle final au cours duquel 14 véhicules de démonstration ont été construits, la réussite du projet industriel s'est concrétisée par la confirmation d'une première commande de 48 véhicules ATT auprès de l'opérateur portuaire APM TANGER, en septembre 2012. Deux nouvelles commandes ont été reçues sur le premier semestre 2013 (une commande en mars 2013, de l'opérateur malaisien PELINDO SURABAYA, portant sur 50 véhicules ATT-V4 et une autre en juin 2013 portant sur 40 véhicules ATT Full Elec avec l'opérateur turc AKAN SEL), confirmant ainsi le bien-fondé des hypothèses stratégiques décrites ci-dessus.

→ **Financement du programme ATT**

Afin de couvrir l'ensemble des coûts nécessaires à l'aboutissement du projet " ATT " et sécuriser la pérennité de l'entreprise, et à défaut de disposer d'une capacité d'autofinancement suffisante apportée par l'activité historique, le groupe a fait le choix d'un financement par augmentations de capital successives.

Au cours de l'exercice 2012 et du premier semestre 2013, le groupe a financé la phase de commercialisation de ses véhicules ATT (constitution d'une flotte de véhicules ATT de démonstration, adaptation de la gamme - passage de la version V3 à la version V4 - aux exigences clients, mobilisation de ressources, redéfinition de la politique d'approvisionnement). Ce financement a été essentiellement réalisé sur l'exercice 2012 par le biais :

- D'augmentations de capital : au cours de l'exercice 2012, quatre augmentations de capital pour un montant total de 3 696 K€ ont été souscrites.
- D'un BFR favorable sur le contrat APM Tanger (environ 60% du contrat ayant été payés sur l'exercice 2012, la production étant réalisée sur 2013)
- De la cession de bâtiments industriels pour un montant de 1 100 K€ en septembre 2012
- De la cession au CEA de matériels en stocks pour 1 324 K€ dans le cadre du nouveau projet de R&D conduit avec le CEA

Au cours du premier semestre 2013, ce financement a été réalisé de la façon suivante :

- En janvier 2013, une augmentation de capital d'un montant total de 2 778 K€ (net de frais) a été souscrite.
- La filiale à 49% Batterie Mobile a bénéficié d'un flux de trésorerie net positif au titre du projet de R&D (moteurs électriques) développé avec le CEA (paiement des coûts facturés par le CEA à hauteur de 5,7 M€ prévu fin 2013, encaissement du crédit d'impôt recherche associé à hauteur de 4,5M€ en avril 2013, encaissement du remboursement du crédit de TVA associé d'un montant de 1,2 M€ en février 2013). Au 30 juin 2013,, Batterie Mobile a prêté au Groupe Gaussin un montant de 5.4 M€.

→ **Projections 2013 consécutives à l'aboutissement des hypothèses stratégiques**

L'aboutissement des hypothèses stratégiques développées ci-dessus constitue l'information principale servant de base aux projections d'activité et de trésorerie établies par la société. Il s'agit des meilleures estimations disponibles à ce jour et pour les prochains mois, relatives aux critères de continuité.

1) Sur l'activité

- Transformation dès les prochains mois, des nouvelles intentions de commandes " ATT " reçues des opérateurs portuaires, en commandes fermes,
- Maintien de l'activité de travail à façon désignée sous l'appellation " MTO " proche du niveau historique,
- Confirmation de l'industrialisation du nouveau projet de R&D relatif aux moteurs électriques (batteries ou hybrides) devant équiper les nouvelles générations de véhicules ATT.

2) Sur la trésorerie et les besoins de financement

Au 30 juin 2013 et pour les mois à venir, le financement de l'exploitation repose principalement sur les éléments suivants :

- La livraison de la commande du client PELINDO (y compris avenant signé en juillet 2013 portant la commande initiale de 8,1 M€ à 13,0 M€ environ) d'ici fin mars 2014 pour 50 ATT V4 (y compris les options Lift et Docking Station selon l'avenant de juillet 2013)
- La mise en œuvre d'un projet d'émission de Bons de Souscriptions d'Actions Remboursables d'ici fin novembre 2013 (800 K€)
- La capacité du groupe à obtenir un refinancement des acomptes Pelindo donnés en garantie à hauteur d'environ 1,8 M€ d'ici le 31 décembre 2013

- La réalisation d'une augmentation de capital réservée et/ou par placement privé pour un montant de 3 M€ d'ici le 31 décembre 2013
- La maîtrise des coûts de production et de la marge opérationnelle.
- La concrétisation dès le second semestre 2013 de nouvelles commandes fermes de la gamme " ATT " auprès d'autres opérateurs portuaires.
- La capacité à obtenir d'ici fin novembre 2013 le préfinancement de crédits d'impôt recherche pour un montant total de 2,6 M€
- La capacité à commercialiser et approvisionner la nouvelle gamme " ATT " par optimisation des flux financiers conduisant à une absence de besoin en fonds de roulement

Les comptes de la société sont ainsi présentés selon le principe de la continuité d'exploitation.

Dans l'éventualité où les prévisions pour les 12 mois suivant la clôture des comptes intermédiaires, tant en termes d'activité que de mise en place de nouveaux moyens de financement, ne seraient pas réalisées, le principe comptable retenu pour l'établissement des comptes intermédiaires au 30/06/2013, basé sur la continuité d'exploitation, pourrait s'avérer inapproprié.

Risques fiscaux

Les sociétés GAUSSIN SA et EVENT, intégrées fiscalement, ont fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2009, 2010 et 2011. La proposition de rectification a été reçue le 14 mai 2013.

Les montants de CIR 2009-2010-2011 faisant l'objet d'une proposition de rectification s'élèvent à un montant global de 827 K€ sur un montant total de CIR de 1 233 K€. Le montant du redressement a été intégralement provisionné au 31 décembre 2012 et la provision a été maintenue au 30 juin 2013.

Le CIR 2012 s'élève à un montant de 1 697 K€ et a fait l'objet d'une provision de 533 K€ au 31 décembre 2012 pour intégrer les motifs du redressement fiscal. Néanmoins, la société conteste le bienfondé de ces redressements. Cette provision a été également maintenue au 30 juin 2013.

Risques sur les litiges

Le groupe Gaussin était historiquement confronté à deux principaux litiges, l'un avec le sous-traitant EPD et l'autre avec le partenaire DUBAI INVESTMENTS INDUSTRIES (DII). Comme indiqué dans les comptes consolidés 2012, le « litige EPD » s'est éteint au cours de l'exercice 2012 et le litige avec le partenaire D.I.I. s'est terminé au cours du premier semestre 2013.

→ Litige GAUSSIN MIDDLE EAST - DUBAI INVESTMENTS INDUSTRIES

Les caractéristiques principales et les modalités de résolution du litige DII sont rappelées ci-après :

Il s'agit du litige relatif à la société GAUSSIN MIDDLE EAST, opposant les deux associés de cette « Joint-Venture » conclut entre GAUSSIN SA et DUBAI INVESTMENTS INDUSTRIES (DII).

L'historique de ce litige, décrit lors de l'établissement des comptes annuels au 31 décembre 2011 est repris ci-après.

La société GAUSSIN MIDDLE EAST (GME) a été conjointement créée à Dubaï en mars 2008 par GAUSSIN SA (49%) et DUBAI INVESTMENTS INDUSTRIES (DII) (51%) dans le but de distribuer les produits de la gamme MTO sur la zone du Moyen-Orient et d'en assurer à terme la production sur site par la construction d'une usine dédiée.

Les termes des accords accompagnant la constitution de la société engageaient les deux parties signataires à financer le développement de l'entreprise par contribution au capital, qui devait atteindre 14.700 KUSD au 30 septembre 2008, d'une part, et par financements bancaires externes pour 20.800 KUSD d'autre part.

Parallèlement à la création de GME, DII a souscrit au capital de GAUSSIN SA pour un montant de 2.600.000 euros, conformément à la délégation donnée au conseil d'administration de GAUSSIN SA par l'assemblée générale extraordinaire réunie en date du 30 juin 2008. La souscription de 2.600.000 euros correspondait à l'acquisition de 260.000 actions de 1 euro de valeur nominale et d'une prime d'émission de 2.340.000 euros.

De son côté, pour en favoriser le développement, GAUSSIN SA a fourni à GME des prestations donnant lieu à des facturations portées en avances de trésorerie, ainsi que des avances de trésorerie directes pour soutenir le besoin en fonds de roulement, dont le montant cumulé s'élève à 1.435.218 euros.

Le défaut de réunion des moyens financiers nécessaires tels que prévus dans les accords accompagnant la constitution de la société, l'absence d'initiatives industrielles et commerciales de la part de DII et les différends stratégiques entre les deux partenaires ont entraîné une dégradation progressive de l'activité de GME et sa mise en sommeil. Il a ainsi été constaté que l'engagement de l'actionnaire principal, en charge de la direction de l'entreprise, s'est progressivement réduit.

GAUSSIN SA étant dans l'impossibilité d'obtenir une information financière fiable devant être communiquée par DII, GME a été déconsolidée à effet du 31 décembre 2010. Une provision pour risques de 513.863 euros correspondant à la quote-part d'actif net déficitaire a été constatée au 31 décembre 2010.

Au regard de la dégradation des relations avec le partenaire, GAUSSIN SA a complété au 31 décembre 2011 la provision constituée au 31 décembre 2010. Ceci s'est traduit par la reprise de la provision pour risques pour 513.863 euros, et en contrepartie, il a été constitué au 31 décembre 2011 une provision pour dépréciation de l'intégralité du compte courant, soit 1.435.218 euros. Cette provision a été maintenue au 31 décembre 2012.

DII a déposé le 24 février 2011 une demande d'arbitrage auprès des autorités compétentes de Dubaï suivi du dépôt d'un mémoire en demande le 23 février 2012. DII reprochait à GAUSSIN SA de ne pas avoir respecté les obligations prévues dans le contrat de partenariat.

La demande portait sur une somme totale proche de 4.850 K€, comprenant le remboursement de la souscription au capital de GAUSSIN SA, une quote-part sur les résultats déficitaires de GME et une demande d'indemnité pour perte de chance.

GAUSSIN SA constatait que DII, demandeur, a déposé son mémoire un an après sa demande d'arbitrage, considère ladite demande infondée, conteste vigoureusement les faits, l'existence et le montant du préjudice allégués. Le mémoire en réponse établi par GAUSSIN SA avait été déposé le 29 avril 2012.

Au cours du premier semestre 2013, l'aboutissement de la procédure arbitrale et la transaction intervenue entre les parties consécutivement à cette décision arbitrale ont pour conséquence :

- L'annulation du protocole d'accord du 19 mai 2009 dont l'unique objet était de fixer les modalités pratiques de l'augmentation de capital de 2600 K€ souscrite par DII, qui a pour résultat d'obliger les parties à annuler certaines actions créées par cette augmentation de capital :
- a. l'obligation pour GAUSSIN SA de rembourser la somme de 2.600.000 euros versée par DII, au titre de sa souscription de 260.000 titres à l'augmentation du capital de GAUSSIN SA en date du 25 mai 2009, souscription effectuée alors au cours de 10 euros par action (valeur nominale par action : 1 euro, prime d'émission par action : 9 euros)

- b. En contrepartie de ce remboursement de 2.600.000 euros, et au terme de son complet paiement suivant un échéancier se terminant le 30 juin 2014, la société DII restituera à GAUSSIN les 260.000 titres. Au 30 juin 2013, Gaussin a remboursé un montant de 700 000 euros à DII.

→ L'annulation de l'ensemble des accords et contrats relatifs à Gaussin Middle East (GME) et la restitution des titres GME détenus par Gaussin à DII pour 1 €.

En conséquence, la résolution de ce litige sur le premier semestre 2013 a eu les impacts suivants sur les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 :

- La sentence arbitrale étant analysée comme un rachat d'actions propres, le montant de 700 K€ remboursé à DII sur le semestre a été comptabilisé en diminution des capitaux propres consolidés.
- Le compte courant s'élevant à 1.435 K€ a été enregistré en charge exceptionnelle et la provision du même montant a également été reprise sur la période en produit exceptionnel.

→ Litiges prud'homaux

Un litige prud'homal a été engagé à l'initiative d'un salarié au cours du premier semestre 2013. A la date d'arrêt des comptes intermédiaires au 30 juin 2013, ce litige est au stade du renvoi sur le fond après conciliation infructueuse.

Risques de change et risques de taux

Risque de change :

Le risque de change est fondé sur les ventes majoritairement facturées en USD depuis la commercialisation du programme ATT, avec pour corollaire des approvisionnements majoritairement facturés en euros.

Les créances et dettes en devises sont converties chaque mois au taux du mois M-1 publié au Journal Officiel dans leurs devises respectives. Ces devises sont réévaluées à chaque arrêté au cours de clôture.

Risque de taux :

Le groupe est faiblement endetté et les lignes en place ne comportent pas de partie variable.

Risques sur les instruments financiers et produits dérivés

La société ne dispose pas de produit financier à risque.

Risques liés à la sous-traitance

→ **activité historique**

A la date du présent rapport, le groupe GAUSSIN n'est pas confronté à une véritable dépendance vis-à-vis de l'un de ses fournisseurs ou sous-traitants.

Le groupe se fixe comme ligne directrice de toujours avoir au minimum trois sources d'approvisionnement pour chacun de ses composants et /ou matières premières pour éviter tout risque de dépendance.

Risques technologiques

Avec la capitalisation et l'exploitation d'un savoir-faire historique, le groupe GAUSSIN estime avoir démontré sa capacité à intégrer des technologies multiples et à proposer de véritables ruptures entre les technologies traditionnelles et celles innovantes.

Le paragraphe VIII traitant de l'activité en matière de R&D complète l'information mentionnée ci-dessus.

IX. ACTIVITES DU GROUPE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Nous vous rappelons que la société GAUSSIN SA a cédé en 2008 à sa filiale EVENT, dédiée à la recherche-développement (R&D), l'ensemble des brevets qu'elle détenait. EVENT poursuit sa politique de dépôt de brevets et marques afin de protéger les intérêts du groupe en matière de propriété industrielle.

La création de la société BATTERIE MOBILE au premier semestre 2012, filiale à 49% d'EVENT, dont l'objet social porte sur la recherche-développement et la réalisation de moteurs électriques ou hybrides pour véhicules lourds, reposant sur les techniques des batteries ou de la pile à combustible en collaboration avec le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), a élargi l'activité de R&D du groupe GAUSSIN.

La poursuite de la R&D est une priorité pour le groupe GAUSSIN.

X. EVENEMENTS POSTERIEURS A L'ARRÊTE DES COMPTES SEMESTRIELS

Les évènements significatifs qui se sont déroulés postérieurement à la clôture des comptes semestriels sont les suivants :

- Un avenant sur le contrat APM TANGER a été signé en septembre 2013 conduisant à réduire favorablement à hauteur de 650 K€ les coûts estimés pour les ATT restant à livrer.
- Un avenant au contrat PELINDO a été signé fin juillet 2013 portant la commande initiale de 8.100 K€ à 13.100 K€ suite aux achats d'options LIFT et DOCKING STATION.

Hormis les informations portées dans le présent rapport, il n'existe pas d'autres évènements postérieurs significatifs.

XI. INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous le montant des rémunérations et autres avantages accordés aux mandataires sociaux et administrateurs.

rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration		euros
salaires bruts		273 737
jetons de présence (charge de l'exercice)		0
véhicule de société mis à disposition permanente	1	
total	1	273 737

XII. CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE DU GROUPE

L'activité du groupe ne présente aucun impact au niveau environnemental.

L'effectif salarié moyen du groupe pris dans le sens des sociétés consolidées suivant la méthode de l'intégration globale ressort à 44 pour le premier semestre 2013.

Le présent rapport semestriel d'activité relatif aux comptes consolidés du Groupe GAUSSIN au 30 juin 2013 a été arrêté par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 23 septembre 2013.

Christophe GAUSSIN
Président